



Allocution de

**Ruth Dreifuss**

**Docteure honoris causa  
2022 de la faculté de  
droit**

à l'occasion du

**DIES ACADEMICUS**

**Samedi 5 novembre 2022**

**Neuchâtel**

## L'université, centre de dialogues multiples

Aux premiers jours de la Confédération suisse, le Conseiller fédéral Stefano Franscini proposa de créer une université nationale. L'opposition fut vive. Au Parlement, quelqu'un s'exclama : « Nous n'avons pas besoin d'un lustre au centre du pays, mais d'un grand nombre de lampes, afin que tous les recoins soient éclairés ».

Nous voici réunis aujourd'hui pour célébrer une de ces lampes, qui luit depuis plus d'un siècle sur le canton et, de plus en plus, sur la Suisse romande et au-delà. Elle le fait souvent en réseau avec d'autres institutions : dans le cadre de BeNeFri et d'Azur comme à travers la collaboration avec les Hautes Ecoles spécialisées et l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne. C'est ainsi que l'Université de Neuchâtel en est venue à abriter des centres nationaux d'excellence, notamment dans les domaines des migrations et du droit de la santé. Rien ne saurait me réjouir davantage : pendant toutes mes années à la tête du Département fédéral de l'intérieur, je me suis efforcée de promouvoir à la fois la diversité par le soutien de la Confédération aux universités et la coopération entre les institutions cantonales et fédérales. Grâce aux atouts spécifiques de chacune d'entre elles, elles ont toutes démontré une grande attractivité sur les personnes en quête d'études et de recherches de qualité, y compris sur celles et ceux qui nous viennent de l'étranger. Et l'Université de Neuchâtel n'est pas en reste.

Ce Dies Academicus se situe à un moment charnière pour elle. Une fois tiré le bilan du mandat d'objectifs 2019 à 2022, une nouvelle période quadriennale s'ouvre. Ambitieuse, elle se donne pour objectifs un développement en 4D, Dialogue, Diversité, Durabilité et Digitalisation.

De ces quatre dimensions, l'une, à mon avis, transcende les trois autres : le dialogue. Que serait en effet la diversité si elle n'aboutissait pas à l'intégration de groupes qui n'avaient jusqu'à présent qu'un accès limité à l'université, une intégration qui implique l'ouverture de débats sur les séquelles, et parfois la difficulté de surmonter les discriminations subies ? Que serait la durabilité, si elle n'aidait pas la société dans son ensemble et les

décideurs politiques à relever les défis qu'il nous faut affronter ensemble ? Quant à la digitalisation, n'est-elle pas par essence l'instrument du dialogue ? Enfin, comment renouer le dialogue avec la communauté académique européenne ?

Posons d'emblée que si le dialogue est essentiel pour intégrer tous les membres de la communauté académique, il nécessite une volonté forte et un effort constant. Par essence, le dialogue suppose une relation horizontale. Or, entre les corps qui constituent l'université existent des hiérarchies et ses membres se trouvent à des étapes différentes de leurs projets de vie : Pour les étudiants et étudiantes, avides de terminer avec succès la formation choisie puis de trouver leur place dans la société, le dialogue avec les enseignants et enseignantes doit accompagner la progression des connaissances mais aussi répondre aux questions qui préoccupent actuellement les jeunes et qu'ils souhaitent voir traitées. Cela implique une capacité d'écoute et une disponibilité du corps enseignant, occupé par ailleurs par ses propres recherches et ses tâches de gestion des instituts. Pour les membres du corps intermédiaire, les perspectives d'avenir sont souvent obscures et dépendent pour une bonne part des conditions qui leur sont offertes par l'université et par les professeurs avec et pour qui ils travaillent. La précarité de leur statut a fait l'objet d'une prise de conscience récente, tant au niveau politique (Conseil fédéral et Parlement) qu'à celui du Fonds national de la recherche scientifique et, bien sûr, des universités elles-mêmes. Il reste cependant beaucoup à faire pour développer les perspectives de carrière des membres du corps intermédiaire, en particulier des femmes. Le dialogue que l'Université de Neuchâtel s'est engagée à favoriser et à renforcer ne se limite pas à sa mission première, développer et transmettre la connaissance, mais tout autant à sa gouvernance. Il est nécessaire à tous ceux et toutes celles qui travaillent au sein de l'université, membres des corps administratif et technique inclus.

Permettez-moi d'évoquer quatre domaines dans lesquels la capacité de dialoguer doit être renforcée et où elle est, sinon menacée, du moins fragilisée.

Premièrement. Un long, un séculaire silence a été imposé à certains groupes de la population, les femmes et les personnes racisées pour n'en citer que deux. Par ailleurs, l'histoire demande à être revisitée en permanence pour en lever les zones d'ombre, comme la participation de la Suisse à l'exploitation coloniale ou son rôle durant la Seconde Guerre mondiale. Aujourd'hui, nous assistons à une montée en puissance de voix, de revendications, d'éléments du passé trop longtemps ignorés. Nous avons à poursuivre dans la volonté de surmonter les exclusions, les discriminations et les omissions de l'histoire. C'est une tâche nécessaire et urgente, qui nous concerne tous. Elle ne devrait aucunement être assumée par les seules personnes concernées au premier chef. Car il importe d'éviter que des connaissances établies sérieusement se trouvent censurées et que leur discussion soit entravée. L'université doit rester un lieu de tolérance et de voix plurielles. Elle ne peut être l'hôte d'idéologies, qui, comme le disait un auteur dont je peine à retrouver le nom : « elles, les idéologies, rendent sourd. C'est d'ailleurs en cela qu'on les reconnaît ».

Deuxièmement, l'emprise des nouveaux médias et des réseaux sociaux risque, malgré ou plutôt à cause de la pléthore d'informations et d'opinions, de pousser chacune et chacun à choisir celles qui confortent des convictions déjà pétrifiées, les laissant dans le confort de leur bulle. Comme le disait Rachid

Benzine, « Le contraire de la connaissance n'est pas l'ignorance, ce sont les certitudes ». N'est-ce pas la mission de l'université d'ébranler les certitudes ? De développer la curiosité de la diversité des arguments ? En cela, elle contribue à la liberté d'expression, au vivre ensemble, mais aussi à la démocratie.

Troisièmement. Plus que jamais, le politique a besoin de connaissances avérées. Il est confronté à des crises annoncées de longue date et dont les solutions ne peuvent plus être différées : les pandémies - celle qui continue et celles à venir -, l'atteinte au climat, la perte de la biodiversité, toutes ces menaces réelles auxquelles nous devons faire face nécessitent un dialogue entre la science et la politique et un débat éclairé au sein de la population. Par ailleurs, l'évaluation des politiques publiques, que ce soit ex ante ou ex post, n'a toujours pas reçu l'attention et les ressources qu'elle mérite. De même qu'un médicament efficace a forcément des effets secondaires et que, s'il n'en a pas, il n'est pas efficace, les décisions politiques ne sont jamais toutes bonnes pour toutes et tous ; il est donc en permanence nécessaire de tenter d'identifier à temps les impacts négatifs qu'elles peuvent avoir pour tel ou tel segment de la population. Ce n'est que par un tel processus de « trial and errors » que progressent les décisions politiques. Etienne Klein<sup>1</sup> s'interroge sur le rôle des scientifiques auprès des gouvernants : « ils doivent éclairer les politiques, les mettre en garde sur la présence de récifs ou d'écueils – mais sans jamais prendre leur place ». Que les scientifiques ne soient pas toujours d'accord entre eux est inhérent aux progrès des sciences qui, là encore, impliquent le dialogue, la critique des méthodes, la vigilance des pairs. Certes, l'urgence de la décision politique en période de crise et le temps nécessaire à conforter l'évidence scientifique ne coïncident pas. Cependant, face aux risques de durabilité, le diagnostic est posé depuis belle lurette, que ce soit par le Club de Rome ou les rapports du GIEC. Ce sont les décisions politiques et leur mise en œuvre, ce sont les changements de comportements individuels qui tardent.

Quatrième et dernier point : le besoin de dialogue m'amène inévitablement à évoquer nos liens avec la communauté académique internationale, au premier chef celle de l'Union européenne. La rupture unilatérale des négociations de l'accord cadre, par le Conseil fédéral, a déjà fait des victimes, au premier rang desquelles les étudiantes et étudiants, les jeunes scientifiques et les Hautes écoles de notre pays. C'est une illusion que d'espérer que nous pouvons acheter notre participation à Horizon avec de l'argent. Il est urgent que le mandat de négociation confié à la secrétaire d'Etat Livia Leu permette de relancer notre coopération avec notre partenaire européen et d'en éviter la lente érosion. Car plus le temps passe, plus l'Union européenne avance vers la solution de problèmes communs. Qui sont donc aussi les nôtres ! Ce n'est que si la Suisse prend des engagements de partenariat durable que nous pourrons le maintenir. Des concessions de la part de notre pays sont nécessaires, en premier lieu desquels je citerais la « citoyenneté européenne ».

---

1 Etienne Klein, *Le goût du vrai*, Tracts Gallimard, janvier 2022



Mesdames et Messieurs,

C'est avec ce beau mot de citoyenneté que je conclus. Merci à l'Université de Neuchâtel d'avoir à cœur de la promouvoir.

